

## **L'affaire du plan révélé par « Taraf » accroît la pression du pouvoir civil sur l'armée.**

lundi 29 juin 2009, par [Jean Marcou](#)

Il semble bien que la révélation par le quotidien « Taraf », dans son édition du vendredi 12 juin 2009, d'un plan visant à discréditer le gouvernement et le mouvement de Fetullah Gülen, marque une nouvelle étape dans la transition politique que connaît la Turquie, depuis deux ans. Lors de la réunion de son groupe parlementaire, le 16 juin 2009, Deniz Baykal, a déclaré qu'il n'y avait que 3 solutions : ou bien le chef d'état major a demandé ce plan, ou bien ce plan a été réalisé au sein de l'état major sans l'aval du chef d'état major, ou bien ce plan est un faux. Et, rappelant que le chef d'état major avait démenti la commande d'un tel plan, le leader kémaliste a essayé de se rassurer en estimant que les deux dernières hypothèses étaient les plus vraisemblables. Mais même s'il s'avère le plan en question n'est que l'initiative d'un subalterne, il montrera que l'armée abrite des individus ou des groupes potentiellement putschistes ou en tout cas fortement enclins à s'immiscer dans les affaires politiques du pays. Quant au chef d'état major, il peut certes protester de sa bonne foi, cette affaire n'en indiquera pas moins qu'il tient mal ses troupes et qu'en fin de compte l'armée est une institution trop sérieuse pour qu'on en laisse la gestion aux seuls militaires. Ainsi les thèses qu'il a récemment développées, lors de son discours annuel devant l'académie militaire (le 14 avril 2009), selon lesquelles le gouvernement, tout en ayant le dernier mot, doit tenir compte des recommandations de l'armée, subiront un cinglant démenti, comme d'ailleurs les attaques qu'il avait proférées à cette occasion contre les confréries (accusées de diffamer l'institution militaire), puisqu'en l'occurrence la plus célèbre d'entre elles se retrouve aujourd'hui dans la position de la victime.

En réalité, toute cette affaire contribue à accroître la pression du pouvoir civil sur l'autorité militaire. Le phénomène s'est immédiatement confirmé, le 16 juin 2009, avec la rencontre exceptionnelle du chef d'état major et du premier ministre (véritable convocation du premier par le second, en réalité) et la plainte déposée en justice par les dirigeants de l'AKP peu après. La tentative de la justice militaire pour enrayer le processus en interdisant aux médias de se saisir de l'affaire n'a donc pas fait long feu et personne ne discute désormais la nécessité de faire la lumière sur l'authenticité de ce plan et son origine. Tout cela amènera dans les prochaines semaines, la justice, les médias mais aussi les instances politiques (gouvernement, parlement) à entrer dans le fonctionnement de l'autorité militaire et notamment à poser le problème de la relation de celle-ci avec le pouvoir politique. Ainsi, après la mise en accusation pénale d'un certain nombre de militaires à la retraite et en activité dans le cadre de l'affaire « Ergenekon », l'affaire du plan risque de conduire à la mise en cause du rôle actif que l'armée turque s'est octroyée de longue date dans le système politique turc.

Sur le plan politique, ce qui frappe également, c'est que cette affaire montre qu'après son demi-succès aux élections municipales et les critiques qu'il avait essuyées au moment du décès de Türgan Saylan, l'AKP est repassé à l'offensive. Lors de la réunion de son groupe parlementaire, le 16 juin 2009, Recep Tayyip Erdoğan a déclaré : « Même si les autres partis ne prennent pas de position claire, c'est le devoir de l'AKP de défendre la démocratie », avant de poursuivre : « L'AKP remplira son rôle sans hésitation comme il l'a toujours fait par le passé. » Ainsi l'affaire du plan permet à l'AKP et à son leader de se poser en garant de la démocratie, alors même que l'opposition, en particulier le CHP, se retrouve sur dans une position défensive. Deniz Baykal n'a pas osé exclure l'authenticité du document et l'implication de responsables militaires dans cette affaire. Plusieurs membres du CHP ont même dénoncé les menaces qu'un tel plan constituerait pour la démocratie, s'il s'avérait authentique.

L'armée aura donc bien du mal à défendre les prérogatives atypiques dont elle jouit encore dans le système turc. Quant à l'opposition, elle risque de se retrouver au pied du mur, sommée de prendre

position en faveur de la démocratie ou de sombrer corps et bien avec les tenants d'un ordre ancien.

---

## **Sources**

Article publié le 22 mai 2009 sur le blog de l'OVIPoT sous le titre « [L'affaire du plan révélé par « Taraf » accroît la pression du pouvoir civil sur l'armée.](#) »